

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 05/02/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 28/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**SCI GLP LONGVIC (Azurite France Propco)**

**(ex KUEHNE+NAGEL)**

11, Rue de Romelet  
ZI Longvic

**21600 Longvic**

Références : 0005401964/2025-56

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement SCI GLP LONGVIC (Azurite France Propco) (ex KUEHNE+NAGEL) implanté 11, Rue de Romelet - 7, Rue de la Renouille ZI Longvic 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI GLP LONGVIC (Azurite France Propco) (ex KUEHNE+NAGEL)
- 11, Rue de Romelet - 7, Rue de la Renouille ZI Longvic 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401964
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'installation est un ensemble d'entrepôts dont les cellules sont louées de manière indépendante.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13.b	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Formation	Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 32.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 40.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 33	Demande d'action corrective	1 mois
6	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consignes	Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 32.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La stratégie de défense incendie du site n'est pas maîtrisée. Les réserves additionnelles pour la gestion d'un incendie ne sont pas en place.

L'exploitant ne maîtrise ni la réalisation, ni la planification des exercices d'évacuation, ni la formation à la sécurité du personnel présent sur l'ensemble du site. Les rapports de vérifications réglementaires ne sont pas disponibles pour l'ensemble du site. L'exploitant doit s'assurer que l'état de stock est mis à jour de manière hebdomadaire.

Le manque de préparation pour l'inspection, en dépit de la liste complète des documents à préparer envoyée en amont de cette visite, a également été noté.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13.b

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b) Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. (...)</li> </ul> </li> </ul> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas levé la non-conformité majeure constatée lors de l'inspection du 19 mai 2022.</p> <p>Par courrier du 18 juillet 2024, l'exploitant a précisé le calcul des réserves d'eau nécessaires selon le document technique D9, l'emplacement des réserves additionnelles prévues, la mise aux normes des prises d'aspiration et les débits des poteaux.</p> <p>Cependant, la mise en œuvre de ces moyens n'est pas en place sur le site. L'exploitant a uniquement présenté un document daté du 18/11/2024 désignant le gestionnaire technique Workman Turnbull comme maître d'ouvrage délégué pour les travaux de mise en conformité.</p> <p>Le maître d'œuvre n'est pas encore désigné.</p> <p><u>Non-conformité majeure 1 :</u></p> <p>L'exploitant ne dispose toujours pas de réserves d'eau, réalimentées ou non, <b>disponibles pour le site</b> et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 32.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant s'assure [...] de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

**Constats :**

L'exploitant a présenté une liste des personnes formées comme équipiers de première intervention (EPI) via le Plan de défense incendie (PDI). Ce plan s'applique uniquement aux cellules A, B, C, D et E, F.

En ce qui concerne le PDI, pour les cellules E, F / G, H, J et L, M (version 5 mise à jour en novembre 2024), aucune personne n'a été mentionnée comme EPI.

Par sondage, l'inspection a vérifié les attestations de formation EPI pour la cellule C, société LBP (attestation du 14/11/2024 avec un recyclage planifié en janvier 2025). Les documents n'appellent pas de remarque.

Pour l'information sécurité des intervenants extérieurs, elle est assurée via le Plan de prévention. Trois exemplaires de plans de prévention ont été présentés :

- Ziegler, cellule G ;
- SGT, cellule J ;
- LBP, cellule C.

Les exemplaires présentés incluent bien l'analyse des risques, les consignes de sécurité, les formations exigées et les habilitations. Les documents n'appellent pas de remarque.

**Non-conformité 2**

L'exploitant ne dispose pas d'une vision d'ensemble de la réalisation et/ou de la planification des formations sécurité du personnel de son site.

Malgré la demande explicite de préparer les justificatifs de formation à la sécurité pour le personnel, envoyée par l'inspection le 7/11/2024, l'exploitant n'a pas pu fournir de preuves attestant que l'ensemble du personnel a suivi une formation à la sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Consignes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 32.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

[...]

À chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant, qui précise notamment les mesures à mettre en œuvre avant, pendant et après la

réalisation des travaux ayant nécessité le permis feu.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, les interventions par point chaud font l'objet d'un permis feu.</p> <p>Un seul document a pu être présenté : il s'agit d'un permis feu établi par la société STG, datant du 29 janvier 2024. Les précautions obligatoires associées avant, pendant et après les travaux y sont définies, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• nettoyage avant et après les travaux ;</li> <li>• mesures de sécurité à respecter ;</li> <li>• moyens de protection ;</li> <li>• consignes de surveillance.</li> </ul> <p><u>Observation 1 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas prévu de traçabilité pour les deux visites de contrôle après la fin des travaux (1 heure après et 2 heures après). Aucune preuve claire de passage après les travaux n'a été trouvée (emplacement pour la signature et l'heure de passage manquant).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 40.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Chaque année, un exercice de défense est réalisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié d'un exercice réalisé sur son site le 19 janvier 2023. Pour 2024, seuls deux exercices d'évacuation ont pu être justifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le 11/06/2024 pour la cellule C ;</li> <li>• le 25/06/2024 pour la cellule J.</li> </ul> <p>Pour les six autres locataires, l'exploitant n'a fourni aucune information.</p> <p><b><u>Non-conformité 3 :</u></b></p> <p><b><i>L'exploitant ne réalise pas d'exercice de défense pour l'ensemble de son site.</i></b></p> <p>Malgré la demande explicite de préparer les rapports d'exercice pour l'ensemble du personnel, envoyée par l'inspection le 7/11/2024, l'exploitant n'a pas pu fournir de preuves attestant que l'exercice a bien été réalisé ou planifié pour l'ensemble du personnel.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2001, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle par organisme indépendant de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.</p> <p>Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a pu présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le rapport de vérification des installations électriques pour la société LBP, cellule C (rapport du 17/04/2023) ;</li> <li>• le rapport de vérification des installations électriques pour la société SGT (rapport du 12/06/2024) ;</li> <li>• le rapport de vérification des extincteurs pour la société LBP, cellule C (rapport du 17/04/2023).</li> </ul> <p><b><u>Non-conformité 4 :</u></b></p> <p><b><i>L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des vérifications des installations électriques ni des extincteurs sur son site et n'est pas en mesure de justifier leur réalisation.</i></b></p> <p>Malgré la demande explicite de préparer les rapports de vérification réglementaires pour 2022 et 2023, envoyée par l'inspection le 7/11/2024, l'exploitant n'a pas pu fournir de preuves attestant que ces vérifications ont bien été réalisées pour l'ensemble de son site.</p> <p><b><u>Non-conformité 5 :</u></b></p> <p><b><i>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation de l'ensemble des vérifications des extincteurs du site.</i></b></p> <p>Il a présenté seulement à l'inspection, le rapport de vérification des extincteurs pour la société LBP, cellule C, réalisé par la société Desautel le 17/04/2023, indique la nécessité de remplacer 15 extincteurs (rouillés ou hors service) sur 47 existants. Ce remplacement n'a été effectué que le 29/08/2023, sans qu'aucune justification de difficulté particulière n'ait été présentée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La gestion de la sécurité incendie sur le site doit être améliorée. Le remplacement des matériels</p>

défectueux doit être priorisé. L'exploitant doit définir un délai précis pour le remplacement des équipements essentiels à la sécurité de son personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un état de stock de l'ensemble des cellules daté du 27/11/2024.</p> <p><b><u>Non-conformité 6 :</u></b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'état de stock est réalisé de manière hebdomadaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois